



Strasbourg, le 22 novembre 2017

## Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration n°294-2017 du 22 novembre 2017

Séance du : 22 novembre 2017  
Sous la présidence de : Alain Fontanel - Président

Ont assisté à la séance : 16 membres  
Absents excusés : 12 absents excusés dont 4 pouvoirs  
Absent non excusé : /

### Présents :

Rosalie BEHRA, Azzedine BOUFRIOUA, Alain FONTANEL, Cora FRANÇOIS, Bernard GOY, Ilana ISEHAYEK, Brice JEANNIN, Ange-Frédéric KOFFI, Sophie KOHLER, Amy LIN, Séréna MANGANAS, Gilles OLTZ, Michel SAMUEL-WEIS, Gérard STARCK, Darek SZUSTER, Benoît TOCK.

### Pouvoirs :

Jean-Luc BREDEL donne pouvoir à Cora FRANÇOIS  
Nicolas MATT donne pouvoir à Azzedine BOUFRIOUA  
Camille GANGLOFF donne pouvoir à Alain FONTANEL  
Fabienne KELLER donne pouvoir à Michel SAMUEL-WEIS

### Absents excusés :

Jean-Luc BREDEL, Camille GANGLOFF, Fabienne KELLER, Pascal MANGIN, Sara MARGUIER  
Nicolas MATT, Henri METZGER, Annick NEFF, Christian NEGRE, Ada REICHHART, Éric SCHULTZ,  
Catherine TRAUTMANN.

### 4ème point de l'ordre du jour : Adaptation des modalités d'alimentation, d'utilisation et d'indemnisation du compte épargne temps

#### Délibéré

Le Conseil d'administration  
après en avoir délibéré :

- autoriser l'adaptation des modalités d'alimentation, d'utilisation et d'indemnisation du compte épargne temps à la HEAR, telle que présentée ci-dessus ;
- autoriser le Directeur de la HEAR à prendre toutes les mesures utiles à sa mise en œuvre.

#### Vote

Votants : 20  
Pour : 20  
Contre : -  
Abstention : -

### Adopté

Rendu exécutoire par transmission à la Préfecture le ..... 5 décembre ..... 2017  
et affichage à la Haute école des arts du Rhin le ..... 5 décembre ..... 2017 à ..... heures.

  
**Alain Fontanel**  
Président



# Délibération du Conseil d'administration

## n°294 - 2017 du 22 novembre 2017

**Objet : Adaptation des modalités d'alimentation, d'utilisation et d'indemnisation du compte épargne temps**

### Exposé des motifs

Le 1<sup>er</sup> janvier 2016, a été mis en place, à la Haute école des arts du Rhin, le compte épargne temps au profit des agents administratifs et techniques gérés en propre.

Pour rappel, **les principes réglementaires à respecter sont les suivants :**

- Peuvent ouvrir un CET les fonctionnaires titulaires occupant un emploi à temps complet ou à temps non complet, les agents contractuels occupant un emploi à temps complet ou à temps non complet employés depuis au moins 1 an de manière continue.
- Les agents doivent obligatoirement prendre 20 jours de congés annuels dans l'année,
- Le CET est plafonné à soixante jours,
- Un agent, sur sa demande, est autorisé à bénéficier de plein droit des congés accumulés sur son CET à l'issue d'un congé de maternité, d'adoption, de paternité ou d'un congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie,
- Les vingt premiers jours épargnés ne peuvent être utilisés que sous forme de congés. Pour les jours excédant ce seuil, l'agent territorial a trois options :
  - maintien des jours sur le CET, avec un plafond maximum de soixante jours ;
  - prise en compte en épargne retraite au sein du régime de la retraite additionnelle de la fonction publique (RAFP) si le Conseil d'administration décide d'ouvrir cette possibilité (uniquement pour les fonctionnaires);
  - indemnisation forfaitaire variable en fonction de la catégorie hiérarchique et fixée par la réglementation.

Par ailleurs, à la HEAR, il avait été décidé de :

- permettre à l'agent d'ouvrir un CET tout au long de l'année ;
- limiter l'alimentation du compte aux seuls jours de congés non pris (soit au maximum 7 jours par an) à l'exclusion des jours de fractionnement, des RTT et des repos compensateurs d'heures supplémentaires acquis postérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 2016 ;
- permettre l'alimentation du CET entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 mars de l'année suivant l'année au titre de laquelle ont été générés les congés. Le choix de l'agent entre maintien des jours sur le CET, indemnisation ou transformation en points RAFP devant être communiqué avant le 31 mars. L'indemnisation s'opérant au plus tôt sur la paie du mois d'avril.